

Le communalisme comme projet politique *Communalism as a political project*

Responsables scientifiques :

Paula Cossart, Centre d'Études et de Recherches Administratives, Politiques et Sociales (CERAPS), Université de Lille , paula.cossart@univ-lille.fr
Sixtine Van Outryve d'Ydewalle, Centre de Philosophie du Droit (CPDR), UCLouvain, sixtine.vanoutryve@uclouvain.be

Notre projet de Section Thématique porte sur le communalisme comme ensemble de théories et de pratiques visant à donner le pouvoir au peuple par son auto-organisation au niveau local et à faire de la commune la base de l'agencement politique d'une société. Le communalisme, qui connaît depuis quelques années une nouvelle vigueur, vise à se ressaisir du pouvoir de décision sur les affaires publiques par le biais d'assemblées d'habitants destinées à discuter et décider ensemble de ce qui est souhaitable pour la communauté.

La tradition communaliste trouve sans doute son expression la plus aboutie dans les écrits de Murray Bookchin et sa conception de l'écologie sociale. Pour répondre aux impasses écologiques consubstantielles au capitalisme et faire advenir une société non-hiérarchique et libre, il promeut la mise en place d'éco-communautés autogérées par des assemblées populaires fonctionnant sur le mode de la démocratie directe et du face-à-face (Bookchin, 2015). Le système politique de cette société est tel que chaque individu a le pouvoir de participer pleinement à la cogestion de la communauté. L'émancipation est au cœur de cette réflexion sur la commune : il s'agit de faire des individus des citoyens agissants. En constituant des communautés sur un territoire restreint, on leur permet de s'autogouverner au travers d'assemblées et de rejeter l'autorité d'un pouvoir étatique comme le principe-même d'une séparation entre gouvernants et gouvernés. La société civile autogérée se substitue à l'État.

Les assemblées locales décisionnelles, loin d'être aveugles aux enjeux qui dépassent leur échelle, sont appelées à coopérer entre elles, au travers d'un système confédéraliste. Le communalisme n'est donc pas une forme de localisme. Le but du mouvement est la création d'une société de communes autonomes fédérées, organisées en réseau de conseils composés de personnes déléguées dotées d'un mandat impératif et révocable de leurs assemblées locales, et ce afin de coordonner et administrer les politiques formulées par ces assemblées (Bookchin, 2015).

Si la pensée de Bookchin est incontournable pour la réflexion collective que nous proposons, elle conduit toutefois à inscrire le communalisme dans une généalogie surtout urbaine et occidentale, qui gagnerait à être élargie. Nous souhaitons faire de cette Section Thématique l'occasion de décroiser le communalisme en rapprochant sa version bookchinienne d'autres pensées proches, comme celles s'inspirant de la démocratie directe proposée par Castoriadis (1997), les réflexions liées autour du conseilisme (Dubigeon, 2017), des communs (Dardot, Laval, 2015) ou encore de la communalité (Meyer, Alvarado, 2010). Cette confrontation à d'autres pensées s'inscrit aussi dans un souci plus général qui nous animera consistant à clarifier de quoi le communalisme est proche ou s'éloigne (municipalisme, communs, conseilisme, socialisme municipal, courant participativiste, démocratie directe traditionnelle...). Cette proposition de Section Thématique a également pour but d'apprécier les critiques habituelles adressées au communalisme, en les prenant au sérieux et en explorant comment le communalisme peut y répondre. Par ailleurs, nous accueillons favorablement les

propositions permettant de creuser la question cruciale de l'économie dans une perspective communaliste, et de son articulation avec le politique.

Cette Section Thématique sur le communalisme sera l'occasion de faire dialoguer différentes pratiques et compréhensions du communalisme. Dans cette perspective, nous encourageons autant la soumission de propositions de communication portant que le passé que sur le présent. De fait, une vision scientifique des modalités de dépassement du capitalisme peut efficacement se nourrir d'un regard porté sur les expériences passées pour rompre avec les présuppositions de la société actuelle. En outre, nous encourageons la soumission d'études de cas communalistes à travers le monde, tant dans le Nord que le Sud global. Ces études de cas peuvent par ailleurs porter sur une expérience communaliste tant dans sa dimension locale que confédérale. Pour finir, nous encourageons les propositions à aborder la méthodologie de l'étude des cas communalistes.

Our Thematic Section project focuses on communalism as a set of theories and practices aimed at giving power to the people through its self-organization at the local level and at making the commune the basis for the political organization of a society. Communalism, which has gained momentum in recent years, aims to reclaim the power of decision on public affairs through assemblies of residents discussing and deciding together on what is desirable for the community.

The communist tradition finds its most accomplished expression in the writings of Murray Bookchin and his conception of social ecology. To respond to the ecological impasses consubstantial with capitalism and to bring about a non-hierarchical and free society, he promotes the establishment of eco-communities self-managed by popular assemblies operating in the mode of direct and face-to-face democracy (Bookchin, 2015). Such a society's political system supposes that everyone has the power to fully participate in the co-management of the community. Emancipation is at the heart of this thinking about the commune, which aims to transform individuals into active citizens. By constituting communities in a restricted territory, they can govern themselves through assemblies and reject the authority of a state power as the very principle of a separation between the governing body and the governed. The self-managed civil society replaces the state.

Far from being blind to issues that go beyond the local scale, local decision-making assemblies are meant to cooperate with each other through a confederalist system. Communalism is therefore not a form of localism. The goal of the movement is the creation of a society of federated autonomous communes, organized as a network of councils composed of delegates with an imperative and recallable mandate from their local assemblies, to coordinate and administer the policies formulated by these assemblies (Bookchin, 2015).

If Bookchin's thought is essential for the collective reflection that we propose, it leads however to place communalism in a mainly urban and Western genealogy, which would gain from being broadened. We would like to use this Thematic Section as an opportunity to decompartmentalize communalism by bringing its Bookchinian version closer to other similar thoughts, such as those inspired by the direct democracy proposed by Castoriadis (1997), the reflections linked around councilism (Dubigeon, 2017), the commons (Dardot, Laval, 2015) or communality (Meyer, Alvarado, 2010). This confrontation with other thoughts is also part of a more general concern that will animate us consisting in clarifying what communalism is close to or what it is far from (municipalism, commons, councilism, municipal socialism, participativist current, traditional direct democracy...). This proposal for a Thematic Section also aims to appreciate the traditional criticisms of communalism, taking them seriously and exploring how communalism can respond to them. Furthermore, we welcome proposals to explore the crucial question of the economy from a communist perspective, and its articulation with the political.

This Thematic Section on Communalism will be an opportunity to bring together different practices and understandings of communalism. In this perspective, we encourage the submission of proposals for papers on the past as well as on the present. Indeed, a scientific vision of the ways to overcome capitalism can effectively be nourished by looking at past experiences to break with the presuppositions of present society. Furthermore, we encourage the submission of communalist case studies around the world, both in the North and the Global South. These case studies can be about a communalist experience in both its local or confederal dimensions. Finally, we encourage proposals to address the methodology of communalist case studies.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun des responsables scientifiques de la ST avant le 2 novembre 2021.

Paper proposals must be sent by e-mail to each of the panel's conveners before November 2nd, 2021.

Références / References

Bookchin M., *The Next Revolution. Popular Assemblies and the Promise of Direct Democracy*, Londres et New York, Verso, 2015.

Castoriadis C., "The Problem of Democracy Today", *Democracy & Nature, The International Journal of Politics and Ecology*, 3 (2) (issue 8), 1997, 18-35.

Dardot P. et Laval C., *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2015.

Dubigeon Y., *La démocratie des conseils. Aux origines modernes de l'autogouvernement*, Paris, Klincksieck, 2017.

Meyer L. et Maldonado Alvarado B. (éds.), *New World of Indigenous Resistance: Noam Chomsky and Voices from North, South and Central America*, San Francisco, City Lights Books, 2010.